



Budget 2026 : à nous d'imposer notre 49.3 par nos grèves et par nos luttes

Alors qu'il avait juré qu'il ne gouvernerait pas à coup de 49.3, Lecornu vient d'y recourir pour faire passer son budget. S'asseoir sur une promesse de plus, pas de quoi émouvoir tout ce petit monde politicien qui a mis toute son énergie dans des marchandages parlementaires. La France a un budget, voilà les marchés financiers, et tous les capitalistes, rassurés. Mais pour les travailleurs et les travailleuses, c'est une déclaration de guerre.

Un budget de casse sociale

C'est le PS lui-même qui a encouragé Lecornu à recourir au 49.3 : quoi de plus commode pour faire passer ce budget impopulaire, sans avoir à le voter ? Le chef de file du PS, Olivier Faure, n'hésite pas à parler des « victoires obtenues ». Quelles seraient ces victoires, qui ont acheté le consentement du PS et permis au gouvernement d'échapper à la censure ? La « prime d'activité », versée par les CAF (donc la Sécurité sociale) à laquelle peuvent postuler les salariés les moins payés augmentera de 50 euros par mois. C'est toujours ça que les patrons n'auront pas à déboursier pour obtenir une main-d'œuvre sous-payée, sans augmenter les salaires. Autre os à ronger, lancé à tous ceux qui prétendent avoir obtenu un « budget de compromis » : 500 emplois supplémentaires pour accompagner les élèves en situation de handicap pour l'Éducation nationale. Mais ces emplois d'accompagnant d'élèves en situation de handicap (AESH) sont eux aussi sous-payés, avec temps partiels imposés, et peinent à recruter. Et on passe sous silence les 4 000 suppressions de postes prévues côté enseignants. Le repas à un euro pour les étudiants veut lui aussi faire oublier la grande misère des Crous, sous-financés pour loger et nourrir les étudiants. De même pour le budget de la Sécurité sociale, notoirement insuffisant alors que les difficultés rencontrées par l'hôpital public mettent des vies en danger, comme pour les ministères de la Justice, de la Recherche et de l'Enseignement supérieur.

Le pactole pour les patrons

Mais pas d'austérité pour les plus riches et les grosses entreprises. La taxe Zucman, pourtant très modérée, a suscité un tir de barrage généralisé. Quant à la taxe sur les plus hauts revenus, créée en

2025, elle a été un fiasco total, rapportant cinq fois moins que prévu. Pour ces très riches, gagnant plus de 250 000 euros par an pour un célibataire, l'évasion fiscale et autres contournements sont un jeu d'enfant. Le patronat pleure la bouche pleine parce que les 300 plus grosses entreprises devront verser 6,3 milliards de « surtaxe ». Pas cher payé, quand on sait que les entreprises du CAC 40 ont versé plus de 100 milliards d'euros à leurs actionnaires en 2025 ! Ce sont surtout les patrons de l'armement, Dassault et autres Safran ou Thales, qui touchent le jackpot avec 6,7 milliards d'euros de plus qu'en 2025 pour le budget de la Défense.

Ils profitent, mais c'est nous qui produisons tout !

On ne parle plus de ces 211 milliards d'euros d'aides diverses versées aux entreprises par l'État, que ce nouveau budget ne remet pas en question. 211 milliards empochés chaque année au nom de la création d'emploi, alors que les entreprises ne cessent d'en supprimer : 700 licenciements chez Brandt, 2 400 suppressions d'emplois chez le géant de l'informatique Capgemini, des licenciements prévus en masse dans le secteur bancaire, pour ne parler que des annonces les plus récentes. Face à ces attaques incessantes, le monde capitaliste et les politiques à son service craignent la colère de la classe ouvrière. C'est bien pour cela qu'en ce moment même, les députés examinent une proposition de loi pour « suspendre » le droit de grève trente jours par an dans les transports, avec l'intention évidente de généraliser cette limitation de notre droit à nous défendre.

Licenciements, conditions de travail et de vie, bas salaires : nous avons toutes les raisons de rendre coup pour coup !

Chantage jusqu'à la fin

Dans quelques semaines Stellantis Douvrin va définitivement cesser sa production de moteurs. La direction a décidé de rattacher administrativement le site de Douvrin à celui de Stellantis Valenciennes : donc officiellement, avec ce tour de passe-passe, le site Stellantis de Douvrin ne ferme pas, il est seulement « absorbé » par celui de Valenciennes. En réalité il n'y aura bientôt plus aucun salarié à Douvrin. La direction menace les dernières dizaines de salariés de Douvrin de mutation forcée à Valenciennes (2 heures de route en plus par jour pour certains), s'ils refusent ce serait le licenciement. Inacceptable !

Menace sur les emplois en France...

Stellantis Mulhouse est en train de passer à 2 demi-équipes pour un long moment. 400 intérimaires vont être virés, et les salariés restant vont connaître beaucoup de mutations internes ou externes. S'il y a moins de voitures à produire, Stellantis avec ses milliards accumulés a les moyens de garder tout le monde : il suffit de baisser les cadences.

... Comme en Pologne

Dans 3 mois seulement, Stellantis veut virer environ 700 salariés (CDI et intérimaires) de l'usine de Tychy en Pologne (environ 30 % des 2 178 salariés). Selon la direction, les 3 modèles fabriqués là-bas, récents pourtant, se vendent mal. Que ce soit en Pologne ou en France, les salariés n'ont pas à faire les frais des stratégies industrielles ou commerciales des patrons. Nous sommes tous concernés par les attaques de Stellantis. Exigeons ici et là-bas, le maintien de tous les emplois et tous les salaires !

Les serials licenciés

Les dirigeants de Stellantis répètent dans les médias qu'une catastrophe va arriver pour l'industrie automobile à cause de la réglementation européenne. Pour les salariés, la catastrophe est déjà en cours : le patronat bloque nos salaires, supprime des emplois et des usines depuis des années. Pour les patrons de l'automobile, tout va bien, ils pleurent pour avoir des aides et subventions, qu'ils ont sans problème. La réglementation européenne c'est un prétexte idéal pour cacher leurs méfaits.

Un algorithme qui cible les plus pauvres

Vingt-cinq organisations et syndicats attaquent devant le Conseil d'État la Caisse nationale d'allocations familiales pour lui demander de cesser le traitement algorithmique des données des allocataires des CAF en vue de cibler ses contrôles. Cet algorithme de notation s'intéresse en priorité aux populations les plus vulnérables comme celles ayant

de faibles revenus et qui touchent le chômage, le RSA ou l'allocation adulte handicapé. Tout l'exercice revient en fait à ficher les allocataires pauvres en sous-entendant qu'ils sont les principaux fraudeurs. Un algorithme de classe, en quelque sorte.

Fermeture de Lisi Automotiv à Pontoise

Les salariés ont appris mercredi dernier la fermeture de leur usine spécialisée dans les renforts et les caches de portes, dont la production alimente les usines de Renault et Stellantis. Ce sont 135 postes d'ouvriers qui sont menacés par cette annonce, qui intervient alors que leur direction les avait poussés à annuler une partie de leurs vacances d'hiver pour maintenir la production. Le groupe Lisi fait partie des 120 plus grosses capitalisations boursières du pays, il a largement les moyens de maintenir tous les emplois !

Il est temps d'organiser la mutinerie

Selon la presse, Renault s'apprêterait produire dans les usines du Mans et de Cléon des drones militaires pour l'armée. Un contrat qui pourrait atteindre 1 milliard d'euros sur 10 ans. Adieux châssis et moteurs de voitures, l'avenir serait aux engins de morts !

Et les salariés dans tout ça ? La direction promet que ce sera au volontariat mais parle déjà de 100 ou 200 salariés rien qu'au Mans. Et vu que l'armée exigerait jusqu'à 600 drones par mois, on imagine déjà les chefs jouer les sergents recruteurs.

ICE assassins !

Alex Pretti avait 37 ans. Il était infirmier à Minneapolis et a été assassiné par des agents de l'ICE, la milice recrutée par Trump pour faire la chasse aux migrants et à tous ceux qui ont l'apparence de migrants. Les tueurs ont tiré dix coups de feu sur lui à bout portant alors qu'il les filmait avec son téléphone dans une manifestation. Après Renée Good, cette mère de famille assassinée au volant de sa voiture, et le petit Liam Ramos arrêté sur le chemin de l'école pour piéger son père, ce nouveau crime soulève la colère de la population de Minneapolis et de nombreuses autres villes. Les États-Unis ne comptent pas que des fans de Trump, de Maga et d'Elon Musk – le multimilliardaire qui fait des saluts nazis : des centaines de milliers de personnes descendent dans les rues pour crier « ICE out ». Une grève générale a déjà été organisée à Minneapolis. Vive la lutte de Minneapolis ! Solidarité avec les migrants et les travailleurs des États-Unis !